

CONTRE LES RÉGIMES SPÉCIAUX DE SALAIRES TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 18 OCTOBRE 2007 !

Dans la perspective de la fusion ANPE/ASSEDIC, imposée par le gouvernement, M.Charpy (DG ANPE) a annoncé que l'alignement des salaires des agents ANPE sur celui des salariés de l'ASSEDIC (en moyenne supérieur de 30%) n'était pas à l'ordre du jour avant l'avènement d'un 3eme statut de droit privé, « **parce qu'il ne s'agit pas des mêmes métiers** » !

Par contre lorsqu'il s'agit d'aligner la retraite d'un conducteur de train sur celle d'une secrétaire de mairie, la différence ne joue plus ! Et en ce qui concerne les régimes spécifiques des ministres, des députés ou encore des militaires, le particularisme ne pose plus aucun problème.

L'instauration du Guichet Unique ne se limitera donc pas à fusionner l'ANPE et l'ASSEDIC pour faire des économies de fonctionnement sur le dos du personnel et pour l'application drastique de la **politique du « payeur contrôleur »**. Bien entendu les moyens déployés (les ordinateurs et imprimantes prélevés dans les ANPE pour les installer aux ASSEDIC!) et les services rendus, le seront pour le plus grand bonheur des usagers !

De qui se moque t-on ?

★ **Des chômeurs** d'abord, en leurs faisant croire qu'ils bénéficieront d'un meilleur service. En tout état de cause, ils bénéficieront d'un meilleur contrôle et de conditions de plus en plus contraignantes de retour à l'emploi. Rappelons qu'aujourd'hui « **le demandeur d'emploi adapte son projet professionnel à son bassin d'emploi** » nous enseigne-t-on en interne. La reconversion ne s'inscrit plus guère que vers les métiers en tension (bâtiment, restauration...).

★ **Des personnels de l'ANPE et de l'ASSEDIC** en leurs promettant une garantie du maintien des emplois et un nouveau statut plus rémunérateur.

L'expérience britannique de fusion des services de l'indemnisation et du placement des chômeurs a entraîné 10 000 suppressions de postes (sur 84 000 employés) et la fermeture de plus d'un tiers des « job centers » (dans la même perspective en Allemagne, l'Arbeitsagentur, emploie 75.000 personnes et envisage un plan social concernant 3.500 postes).

Avec **23 000 suppressions de postes en 2008**, puis 50 000 à 60 000 prévues tous les ans dès 2009, auquel s'ajoute le recrutement de droit privé au lieu du statut de fonctionnaire, c'est la **mort du service public** dans son ensemble qui est en route.

Pour lutter contre le chômage et améliorer ces services, ce sont des **embauches massives** dont nous avons besoin. C'est donc la qualité des services publics offerts qui va profondément se dégrader et l'on sait que ce sont les classes populaires qui en subissent les plus grands méfaits, renforçant ainsi les inégalités sociales.

Protection sociale, retraites et Sécu : la fin du principe de solidarité ?

Sous prétexte de lutter contre de pseudo-privilèges, le gouvernement s'en prend aujourd'hui aux retraites des cheminots pour mieux s'en prendre demain à nous tous, salariés du public comme du privé. Rappelons que le passage aux 41 ans de cotisation pour tous est prévu dès 2009 puis à 42 ans en 2013. Mais les vrais privilèges ne sont pas là où on nous le dit. **Ils sont exonérés de cotisations sociales: plus de 200 milliards d'euros leur ont été offert depuis 1991.**

Nous les connaissons que trop bien ces patrons qui viennent dans nos zones techniques essayer de gratter une exonération ou une prime sur un CNE ou un contrat aidé.

PUBLIC OU PRIVÉ, TOUT LE MONDE VA Y PERDRE

**RETRAITES, TEMPS DE TRAVAIL, SALAIRES, CONDITIONS DE VIE ...
DES LE 18 OCTOBRE, REPRENONS CE QU'ILS NOUS ONT VOLÉ !**

MANIFESTATION 14H30 PLACE DE LA RÉPUBLIQUE À PARIS



CNT

Paris, le 12 octobre 2007

Section **ANPE** syndicat **santé-social région parisienne** www.cnt-f.org/sante-social.rp
< 33 rue des vignoles 75020 Paris > < 06 20 44 61 93 > < section.anpe@cnt-f.org >